

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
Cité administrative Bâtiment A
24016 Périgueux Cedex

Agen, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANDERS PERIGORD - Boulazac

Zone Industrielle
Avenue Benoit FRANCHON
24750 Boulazac Isle Manoire

Références : FF/Ubd 24-47/278/2025
Code AIOT : 0005205233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2025 dans l'établissement SANDERS PERIGORD - Boulazac implanté Z.I. Avenue Benoit Frachon 24750 Boulazac Isle Manoire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 27/03/2023, des non-conformités avaient été remontées. L'inspection du 7 août 2025 visait à constater la levée de ces non-conformités.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANDERS PERIGORD - Boulazac
- Z.I. Avenue Benoit Frachon 24750 Boulazac Isle Manoire

- Code AIOT : 0005205233
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Sanders Perigord produit des aliments pour bovins, ovins, caprins, volailles, gibiers, porcs, volailles, sous forme de granulés, miettes, farines, pour des éleveurs. Les produits finis sont stockés en vrac.

L'établissement se compose de cellules de stockage de matières premières pour l'alimentation animale (silos), d'un stockage en palettes et en cuves d'adjuvants aux préparations et d'une usine de fabrication d'aliments pour bétail.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant doit fournir un porté à connaissance afin de régulariser sa situation administrative, ainsi que, le cas échéant, une ATTES SECUR.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Objet de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	15 jours
2	Risques	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 26.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Implantation – aménagement	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 2.9	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Exploitation – entretien	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 3.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.8	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 2.10	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des non-conformités sont liées à l'absence du porté à connaissance permettant la mise à jour de la situation administrative. Les constats restants concernent des aspects documentaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Objet de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Classements ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant procédera à une régularisation de sa situation administrative sous 30 jours.</p> <p>Il veillera au respect des dispositions de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (imputable à compter du 20 décembre 2018), applicables à son installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par son courrier du 17 avril 2023, l'exploitant informe la DREAL qu'un porté à connaissance sera fait pour la régularisation de sa situation administrative, notamment pour sa chaudière, soumise à déclaration pour la rubrique 2910.</p> <p>Au jour de l'inspection, les services de l'inspection des installations classées (IIC) n'ont pas reçu de porter à connaissance.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra faire les démarches nécessaires à la déclaration de sa chaudière via télédéclaration via https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 2 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, à minima :</p> <p>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) implantés de telle sorte que tout point de la limite du dépôt se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Ce réseau d'eau, public ou privé, permet de fournir en toutes circonstances un débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement nécessaire en fonction des risques présentés par l'établissement.</p> <p>A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du dépôt permettant l'intervention des services départementaux d'incendie et de secours. Cette distance est fixée après avis des services départementaux d'incendie et de secours.</p>

<p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication ; - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection la personne en charge n'a pas été en mesure de présenter les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours, à savoir le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention de l'exploitant en cas de sinistre.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées (IIC) les plans et procédures susmentionnées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 3 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/12/2000, article 26.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au moins 5 hydrants de 100 mm (conformes aux normes NFS 61 213 et 62 200) établis par piquage sans passage par un compteur, ni by-pass sur une canalisation débitant au minimum 60 m³/h sous une pression de 1 bar pendant 2 heures.</p>

Les hydrants seront implantés à moins de 200 m des installations. Des essais de réception devront être réalisés et consignés sous forme de procès-verbal.
Constats : Le jour de l'inspection il a été constaté l'installation d'une bache à eau à l'entrée du site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées (IIC) le volume de cette bache et un courrier du SDIS confirmant que cette bache répond au besoin du site en matière d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Produits chimiques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : Le jour de l'inspection, l'inspecteur a été informé que les solvants sur site se limitaient à ceux utilisés par l'atelier de maintenance. Dans le local maintenance il a été vu des solvants en quantité faible, stocké sur rétention.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant confirmera que les seuls solvants présents sur site sont ceux stockés dans le local de maintenance. Il précisera les volumes sur place et les quantités utilisées à l'année. A noter que le plan des installations indiquant les risques devra mentionner ceux inhérents à ces produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Implantation – aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : - Présence d'un seuil surélevé ou autre dispositif équivalent en rétention pour les locaux et aires de stockage ou de manipulation des produits (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). - Présence d'une procédure de récupération et de recyclage (ou traitement) des produits récupérés.
Constats : Par son courrier du 17 avril 2023, l'exploitant demande à la DREAL de ne pas prendre en compte ce point de contrôle au motif que le site est en dessous des seuils pour la rubrique 4511. Lors de l'entretien téléphonique du 20 avril 2023, il est convenu avec la DREAL que l'exploitant doit procéder au déclassement de son installation pour cette rubrique dans un porter à connaissance. Il est rappelé à l'exploitant que conformément aux articles R.512-66-1 et R. 512-66-3, la mise à l'arrêt / déclassement d'une installation soumise à rubrique 4511 nécessite l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1, dites "ATTES-SECUR". Au jour de l'inspection, les services de l'inspection des installations classées (IIC) n'a reçu ni porter à connaissance, ni ATTES-SECUR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none">- Soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511;- Soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Exploitation – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée/sortie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/03/2023

<ul style="list-style-type: none"> type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : - Présentation du registre tenu à jour ; - Présentation du plan général des stockages.
Constats : Voir le constat numéro 5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra : - Soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511; - Soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 7 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : - Présence et implantation d'au moins un appareil d'incendie (bouches, poteaux,...) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présence et implantation d'au moins un extincteur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présence d'une réserve de sable meuble et sec supérieure à 100 litres et de pelles ; - Présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présence des plans des locaux ;

<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un neutralisant adapté aux risques ; - Présence d'un système interne d'alerte incendie (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présentation d'un justificatif de contrôle annuel des matériels (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Voir le constat numéro 5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none"> - soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511; - soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un plan de l'atelier indiquant les différentes zones de danger ; - Présence d'une signalisation des risques dans les zones de dangers, conforme aux indications du plan.
Constats : Voir le constat numéro 5.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511; - soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les modes opératoires ; - La fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - Les instructions de maintenance et de nettoyage.
<p>Constats :</p> <p>Voir le constat numéro 5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511; - soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 10 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I – 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Cuvettes de rétention
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence du volume requis de rétention pour les stockages comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présence des jauges de niveau sur les récipients fixes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence de limiteurs de remplissage (contrôle visuel ou documentaire) pour les stockages enterrés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Présence de fosses maçonnées ou assimilées (contrôle visuel ou documentaire) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - Le dispositif d'obturation de la capacité de rétention est maintenu fermé en condition normale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
<p>Constats :</p> <p>Voir le constat numéro 5.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afin que la non-conformité liée à ce constat soit supprimée, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit faire parvenir à l'inspection des installations classées (IIC) le porter à connaissance concernant le déclassement de la rubrique 4511; - Soit se conformer à l'Annexe I - 2.9 de l'arrêté ministériel du 23/12/1998
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

